

Mondialisation: **pour le meilleur**

Ni négative ni positive, la mondialisation est simplement conforme à l'usage qu'on en fait. Elle épouse des formes multiples, difficilement réductibles à une définition simple... Décryptage d'une réalité complexe.

Bertrand BADIE, politologue, professeur à Sciences Po Paris

Réperons d'abord les trois « symptômes » les plus évidents de la mondialisation : elle est inclusive, elle est porteuse d'interdépendances multiples, elle transcende distances et territoires.

La première de ces caractéristiques fonde déjà son exceptionnalité. De manière inédite, dans la longue histoire de l'humanité, le monde est désormais unifié et tous ses acteurs sont réputés jouer dans la même cour. En cela, notre mondialisation connaît des contours qui la distinguent de celles que les historiens voyaient se constituer dès le XIX^e siècle. Jadis, les relations internationales se limitaient à l'Europe : elles n'ont que progressivement intégré le monde américain, et ne se sont ouvertes au Sud qu'avec la décolonisation amorcée après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, tous les peuples sont censés se retrouver sur la même scène internationale, autour du même principe de l'égalité souveraine des Etats. L'interdépendance vient pourtant écorner l'idée de souveraineté. La mondialisation dépasse la vieille idée classique de juxtaposition d'Etats souverains. Celle-ci était pourtant à la base de notre système dit « westphalien », qui débouchait logiquement sur l'idée de sécurité nationale, garantie par un effort de défense nationale. Aujourd'hui, la sécurité de chacun dépend de

« La persistance d'autorités publiques distinctes, la médiocrité des modes de représentation métasouveraine, les crispations nationalistes entravent la fluidité que requiert l'espace propre à une société unifiée... »

celle de tous les autres, conformément à un modèle qui, dans tous les domaines, voue à l'échec tout comportement de cavalier seul. Non seulement la paix chez les uns dépend de la paix chez les autres, mais la sécurité internationale est elle-même dépendante des différentes variantes de la sécurité humaine : sécurité alimentaire, sécurité sanitaire, sécurité environnementale, sécurité économique, sécurité culturelle, sécurité individuelle...

Peut-on parler d'une société mondiale ?

Au croisement de ces deux premiers symptômes apparaît une évidence de taille : si le monde est désormais unifié et que sa sécurité se diversifie, les enjeux sociaux gagnent en importance, avec les progrès de la mondialisation. A mesure que tout le monde est amené à jouer sur la même scène, les contrastes sociaux entre acteurs deviennent de plus en plus démesurés et déterminent ainsi l'insécurité collective. La faim dans le monde n'était pas un enjeu lisible au début du XX^e siècle. Elle devient un enjeu international majeur au début du XXI^e, alors qu'elle fait vingt-cinq mille victimes par jour : plus que n'importe quelle guerre...

A cela s'ajoute notre troisième symptôme : la mondialisation s'incarne dans une extraordinaire révolution en matière de communication. Avec les progrès

de la technique, chacun peut aujourd'hui communiquer avec tout le monde, pratiquement sans médiation politique ni temporelle. Aussi, la mondialisation, en vainquant la distance, malmené l'exceptionnalité politique. Chacun peut échanger, presque sans contrôle, et transcender les frontières, sans l'accord du souverain. Ce monde de flux et d'interactions place chaque individu en position d'acteur international potentiel.

La scène internationale n'est plus réservée aux seuls Etats, mais compte potentiellement près de sept milliards de joueurs. La révolution effectuée est colossale : la vie internationale est désormais faite, à côté des Etats, de leurs diplomates et de leurs soldats, de firmes multinationales, d'Eglises, de réseaux de pêcheurs, d'ONG et de médias, mais aussi de consommateurs, de téléspectateurs, d'internautes et de toutes sortes de fidèles qui font et refont la géographie désormais mouvante des allégeances...

Combinons maintenant ces trois symptômes : un monde unifié autour d'enjeux sociaux qui se répercutent sur le bien-être de chacun, et qui mobilise instantanément les acteurs les plus divers, a bien les traits d'un système social. On aurait pu dire, plus simplement, « société », et admettre, en suivant Emile Durkheim, que cette densité croissante des échanges sociaux

leur et pour le pire



La volatilité identitaire fait l'ordinaire des processus de mondialisation.

Citoyen de son Etat, fidèle de sa religion, agent de son unité de production, membre de sa famille, de sa tribu, de son clan, chaque individu peut aussi se trouver des identités régionale, supranationale, continentale...

à la surface du globe, au-delà des frontières et des souverainetés, suffisait à créer une société mondiale. C'eût été peut-être aller un peu vite en besogne : la persistance d'autorités publiques distinctes, la médiocrité des modes de représentation métasouveraine, les crispations nationalistes, l'incompatibilité des systèmes juridiques entravent la fluidité que requiert l'espace propre à une société unifiée... L'idée de « société mondiale » reste donc, au mieux, métaphorique.

La mondialisation, miroir des inégalités

La prudence sémantique ne nous dispense pas de décrire la réalité d'un jeu social transnational, ni d'admettre que la diplomatie d'Etat doit savoir en tenir compte et produire, à son tour, cette « diplomatie intersociale », dont la sécurité collective a impérativement besoin pour prendre

corps et tromper la montée des formes nouvelles de violence internationale.

L'espace social mondial que nous voyons se former se construit d'abord dans l'inégalité. Doublement d'ailleurs : parce que les contrastes sociaux s'y affichent de façon d'autant plus manifeste qu'ils sont plus que jamais accusés ; parce que tout un chacun n'a pas le même accès à la mondialisation. Ce dernier paradigme est fort : si tout le monde est soumis à la mondialisation et à ses contraintes, seule une minorité a accès à ses bienfaits. Comment oublier, par exemple, que la seule ville de New York compte plus d'appareils téléphoniques que l'Afrique tout entière, et que la Grande-Bretagne dispose de plus de téléviseurs que l'ensemble du continent noir, que 95 % des ordinateurs sont

localisés dans 29 % des pays du monde, que 80 % de la population mondiale est sans téléphone, qu'un humain sur deux n'a jamais composé un numéro téléphonique, que 70 % des citoyens des Etats-Unis ont accès à Internet, contre seulement 4 % des Indiens, et que nombreux sont encore les pays où les sites sont surveillés ou bloqués ? Si l'espace mondial est un miroir des inégalités, c'est fréquemment un miroir sans tain qui prive les plus démunis du spectacle des richesses du monde. D'où le rôle de la rumeur, des fantasmes, ou de l'imaginaire. D'où la puissance des entrepreneurs de mobilisation qui distillent leur savoir et leurs messages à travers des canaux plus traditionnels. D'où, surtout, le rôle de cette petite classe moyenne urbaine au sein des pays du Sud, qui, elle, accède aux instruments de communication moderne et se trouve au centre du nouveau jeu d'échange et d'expression transnationale. On devine, dès lors, l'équivoque. La mondialisation agit en même temps comme force d'homogénéisation et comme agent de comparaison, comme facteur de promotion pour des modèles uniques et dominants de penser, de consommer, de se comporter, et comme source de contestation

de l'autre, comparativement plus fort, plus riche, arrogant et dominateur. Elle popularise Coca-Cola, en même temps qu'elle produit un ressentiment qui fait le lit de tous les identitarismes, de l'exaltation désespérée de soi, dont fondamentalisme et intégrisme sont les vecteurs idéaux. L'uniforme et le repli sont les Charybde et Scylla de la mondialisation.

Une source de richesses et d'incertitudes

La mondialisation dispose cependant d'une face de liberté qu'il serait trompeur d'occulter. Elle marque, aussi, une formidable extension de l'espace d'échange entre individus. Pour le meilleur et pour le pire, elle déhiérarchise, ne serait-ce que partiellement, les allégeances, tendant à reléguer l'identification citoyenne comme une possible parmi bien d'autres. La volatilité identitaire fait l'ordinaire des processus de mondialisation, incitant l'individu à se situer différemment en fonction des enjeux et des contextes. Citoyen de son Etat, fidèle de sa religion, agent de son unité de production, membre de sa famille, de sa tribu, de son clan, chaque individu peut aussi se trouver des identités régionale, supranationale, continentale... Une telle pluralité est en même temps source de richesse, de confort, de concorde, le plus souvent, mais aussi d'instabilité, d'incertitudes et de difficultés, dès qu'il s'agit de faire admettre une autorité politique et de la rendre lisible et efficace.

Du même coup, l'accès de l'individu à la scène internationale est plus facile, plus constant, mais plus tourmenté. L'individu n'y tient plus seulement, comme autrefois, le rôle de citoyen, mais aussi celui de consommateur, de militant, de spectateur, de croyant ou de fidèle. Cette scène lui ouvre un potentiel d'activités extraordinairement fourni, en même temps qu'elle lui offre des prestations des plus diverses qu'il ira

d'autant plus rechercher qu'il se trouve déçu par la maigreur des protections que lui apporte son Etat d'appartenance, auquel, du coup, il risque d'être moins fidèle ou, en tout cas, duquel il sera plus distancié.

Colère et compassion constituent, sur le plan symbolique, les domaines les plus affectés par cette nouvelle spatialisation. Elles dérivent toutes deux d'une circulation de l'information dont la récente « Révolution du jasmin » en Tunisie a montré l'étonnante efficacité. Tout le monde voit désormais tout le monde, et le paravent souverainiste ne suffit plus à dissimuler les violences, les injustices et les privations. La colère de chacun devient plus aisément la colère de tous, et les manquements dont on est frappé là-bas déclenchent d'autant plus aisément la compassion, puis la solidarité, ici. On a pu, dans cette perspective, parler d'un marché de la pitié sur lequel les principales organisations humanitaires entreraient en compétition. On se souvient de l'épisode fâcheux de « l'Arche de Zoé », qui évoque et conforte cette hypothèse : l'espace mondial se construit indubitablement autour d'une exigence croissante de solidarité internationale, mais aussi dans une ambiance qui favorise tout un ensemble de prises d'intérêt risquant d'aboutir à des formes déguisées et décentralisées de domination, voire d'exploitation !

L'espace mondial, lieu de tensions

La mondialisation, parce qu'elle est extra-institutionnelle, est, par excellence, le moment des réseaux, de ces liens discrets, informels, parfois invisibles entre individus, voire entre petits groupes. Il est évident qu'il peut en dériver du meilleur comme du pire, un apprentissage de la solidarité et de l'échange, comme une confiscation discrète et masquée des processus d'informa-

La transnationalisation trouvera son optimum dans un débat répondant à la triple exigence du respect, d'une universalité décripée et libre de toute référence à des « missions civilisatrices », d'une densité suffisante pour informer et faire réagir.

tion, de socialisation et de mobilisation de par le monde. En ce sens, les réseaux sont autant pouvoir que contre-pouvoir, inclusifs qu'exclusifs, agents de démocratisation que reconSTRUCTEURS des oligarchies.

En réalité l'espace mondial est un lieu d'écartèlement pour l'individu, entre son rôle persistant de citoyen, celui d'acteur transnational qui consomme, milite, s'informe ou échange, et celui de fidèle qui intègre sa communauté identitaire d'appartenance en faisant fi des frontières, tout en reconstruisant d'autres barrières. Deux instances régulatrices décident du sort de cette tension : le degré d'intégration sociale internationale, et l'intensité du débat public. La première façonne les comportements sociaux : plus l'intégration sociale est forte, faite d'accès aux biens et de reconnaissance sociale, moins le repli identitaire est séduisant ; plus elle est élevée, plus elle conduit vers la transnationalisation des comportements. La seconde intervient comme instance de mobilisation : si le débat public international se construit autour des intérêts nationaux ou du « choc des civilisations », il décourage les effets de transnationalisation. Celle-ci trouvera, au contraire, son optimum dans un débat répondant à la triple exigence du respect, d'une universalité décripée et libre de toute référence à des « missions civilisatrices », d'une densité suffisante pour informer et faire réagir.

En réalité, la mondialisation sera ce que le débat public transnational en fera, un peu comme jadis la démocratie a pu se construire grâce à la publicité des avis contraires, à la conviction que tout pouvait être discuté et que ceux qui y pensaient fort étaient profondément égaux entre eux. En sommes-nous vraiment arrivés là, sur le plan international ? ●